

Annexes

Le bilan annuel de l'emploi agricole (BAEA) 2014

Sommaire des annexes

| | |
|----------------|---|
| <u>Page 48</u> | ● Annexe 1 Définitions |
| <u>Page 52</u> | ● Annexe 2 Le transfert des conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés avec les salariés permanents |
| <u>Page 55</u> | ● Annexe 3 Évolution 2010-2013 de l'emploi agricole en anciennes et en nouvelles régions |
| <u>Page 60</u> | ● Annexe 4 Les données MSA des exploitations agricoles au périmètre du RA |
| <u>Page 63</u> | ● Annexe 5 Les salariés agricoles des groupements d'employeurs |
| <u>Page 64</u> | ● Annexe 6 Sigles et abréviations |
| <u>Page 65</u> | ● Pour en savoir plus |





Les définitions propres au recensement agricole (RA) ou à la mutualité sociale agricole (MSA) ou à l'enquête Structures 2013 sont signalées par la mention RA ou MSA ou ESEA 2013 en début de définition.

Actif agricole

RA 2000 et 2010 : Les actifs agricoles sont les personnes qui participent au travail de l'exploitation agricole. Ce sont les chefs d'exploitation et les coexploitants ainsi que les membres de la famille, les conjoints du chef d'exploitation et des coexploitants, enfants dès lors qu'ils fournissent un travail sur l'exploitation. Ce premier ensemble représente la main-d'œuvre dite « familiale » (MOF). S'y ajoutent les salariés permanents occupant un poste toute l'année (au moins huit mois), quelle que soit sa durée, temps partiel ou complet, puis les salariés saisonniers ou occasionnels travaillant à temps partiel ou complet mais pendant une partie de l'année seulement et le personnel d'entreprises de travaux agricoles et le personnel des Cuma. En 2013 avec l'enquête Structure, ces définitions évoluent.

ESEA 2013 : L'enquête structure vise la même population agricole mais avec un classement modifié. Les actifs agricoles sont permanents ou non permanents.

Les permanents sont :

- les chefs d'exploitations et les coexploitants (ou gestionnaires et dirigeants) ;
- les membres de la famille de l'exploitant individuel ;
- les autres permanents.

Les non permanents sont les saisonniers, les occasionnels, les salariés

employés d'un groupement d'employeurs, le personnel d'entreprises de travaux agricoles, de Cuma ou autres prestataires.

cf. Population active agricole

cf. Groupement d'employeurs

Affiliation à la MSA

MSA : L'affiliation à la MSA dépend de la Surface Minimum d'Installation¹ (SMI). Selon les productions retenues, cette SMI peut s'exprimer en surface, en quantité ou en heures. Cette SMI est définie par le schéma directeur départemental des structures agricoles pour chaque région naturelle du département. Trois possibilités sont envisagées :

- moins de 1/8 de SMI, la MSA ne peut pas vous affilier, votre déclaration au Centre de Formalité des Entreprises de la Chambre d'agriculture suffit à donner existence à votre exploitation,
- entre 1/8 et 1/2 SMI, la MSA vous affine en tant que Cotisant Solidaire. Vous payez une cotisation obligatoire de solidarité, mais ne bénéficiez pas de droits sociaux, ni cotisation retraite, ni droit maladie. Cette cotisation n'est pas appelée en cas de déficit.
- plus de 1/2 SMI, la MSA vous affine en tant qu'Exploitant Agricole. Si vous exercez en complément une autre activité professionnelle, c'est l'importance de vos revenus qui va déterminer votre activité principale :

- si les revenus agricoles sont supérieurs aux autres revenus professionnels : vous êtes **Exploitant Agricole à Titre Principal**,
- si les revenus agricoles sont inférieurs aux autres revenus professionnels : vous êtes **Exploitant Agricole à Titre Secondaire**.

1. La loi d'avenir agricole LOA n° 2014-1170 article 33 remplace la SMI par la SMA (surface minimale d'assujettissement) qui sera effective à partir de 2016.

Coexploitant

RA : Le terme de coexploitant (ou gestionnaire) fait appel à la notion de forme sociétaire qui permet aux agriculteurs de s'associer (Gaec, EARL...).

cf. Actif agricole

Conjoint

RA : Le terme de conjoint vise les conjoints qui participent aux travaux sur l'exploitation agricole, ils sont conjoints des chefs d'exploitation ou des coexploitants.

Collaborateur d'exploitation

(ex Conjoint collaborateur)

MSA : Le statut de collaborateur d'exploitation mis en place à compter du 1^{er} mai 2000, en remplacement du statut de conjoint participant aux travaux, est ouvert aux conjoints de chefs d'une exploitation ou d'une entreprise agricole qui n'est pas constituée sous forme de

société ou d'une coexploitation entre conjoints d'associés. Le collaborateur d'exploitation doit participer effectivement et habituellement à l'activité non-salariée agricole de son conjoint. Ce statut ouvre des droits en invalidité, en accident du travail et en retraite.

Contrat de travail CDD et CDI

La conclusion d'un contrat à durée déterminée (CDD) n'est possible que pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire et seulement dans les cas énumérés par la loi. Il doit obligatoirement faire l'objet d'un écrit. Quel que soit le motif pour lequel il est conclu, un tel contrat ne peut avoir ni pour objet, ni pour effet, de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise. Conclu en dehors du cadre légal, il peut être considéré comme un contrat à durée indéterminée (CDI).

Cotisant solidaire

MSA : cf. Affiliation à la MSA

Cuma

Coopératives d'utilisation de matériel agricole. Elles regroupent des agriculteurs qui investissent ensemble dans du matériel et s'organisent pour utiliser ces équipements sur leur exploitation.

cf. Travail effectué par du personnel d'entreprises de travaux agricoles ou de Cuma.

Diversification

RA 2010 : Les activités lucratives mentionnées dans la partie « Diversification » concernent l'ensemble des activités réalisées par l'exploitant qui sont autres que directement agricoles. Il peut s'agir de

transformation de produits agricoles et de vente de produits transformés, ou encore d'agrotourisme, de travaux à façon... y compris l'huile d'olive et hors la viticulture.

ESEA 2013 : La définition est modifiée par rapport au RA 2010 et est élargie à la production de vin sous réserve que 10 % ou plus du raisin soit acheté à l'extérieur. L'activité de production d'huile d'olive est également soumise à la même condition, elle est une activité de diversification si 10 % ou plus des olives sont achetées à l'extérieur.

Enquête sur la structure des exploitations agricoles

ESEA 2013 : L'enquête sur la structure des exploitations agricoles (ESEA) permet de suivre l'évolution structurelle des exploitations agricoles entre deux recensements. Celle de 2013 succède au recensement de 2010. L'enquête porte sur les cultures, les cheptels, les activités de diversification, les circuits courts, le matériel, la main-d'œuvre et le devenir des déchets générés.

Par rapport au recensement agricole de 2010, certaines modifications ont été apportées pour se conformer au règlement européen. Cf. Actif agricole
Cf. Production brute standard
Cf. Recensement agricole

ETP

Un Équivalent Temps Plein, ETP, correspond à 1 600 heures de travail sur une année civile (1 607 heures avec la journée de solidarité), qui peuvent être réalisées par un ou plusieurs salariés. Exemples : Un salarié à temps plein sur 12 mois = 1 ETP, un salarié à temps partiel (50 %)

sur 12 mois = 0,5 ETP, un salarié à temps plein sur 6 mois = 0,5 ETP etc.

Exploitant agricole à titre principal ou à titre secondaire

MSA : cf. Affiliation à la MSA

Exploitation agricole

RA : L'exploitation agricole est, au sens de la statistique agricole, une unité de production répondant aux conditions suivantes :

- 1° Elle réalise des produits agricoles ;
- 2° Elle atteint une certaine dimension : soit un hectare ou plus de superficie agricole utilisée (SAU), soit vingt ares ou plus de cultures spécialisées, soit une activité de production agricole supérieure à un minimum (1 vache, 10 ruches, 15 ares de fraises, etc.) ;
- 3° Elle est soumise à une gestion courante unique.

Groupement d'employeurs

Le groupement d'employeurs est une association « loi 1901 » dont le but est de mettre à disposition de ses adhérents un ou plusieurs salariés. Le groupement permet ainsi de satisfaire les besoins en main-d'œuvre d'exploitations agricoles qui n'ont pas la possibilité d'embaucher seules un salarié à temps plein. Au RA, bien que dans ce cas les salariés soient employés du groupement d'employeurs et non de l'exploitation, ces salariés sont considérés comme occupant un emploi permanent sur l'exploitation et sont comptabilisés pour la part de temps qu'ils effectuent sur l'exploitation enquêtée. Si ces salariés ne sont présents sur l'exploitation que pour des travaux saisonniers, ils sont comptabilisés avec la main-d'œuvre non permanente.

Annexe 1

Définitions

Moyenne et grande exploitation
cf. PBS

Mutualité sociale agricole (MSA)

La mutualité sociale agricole gère l'ensemble de la protection sociale de base des non-salariés agricoles et des salariés agricoles (salariés d'exploitation, des organismes de services, de la coopération et les autres emplois) : risques maladie, maternité, invalidité, accidents du travail, retraite, décès, prestations liées à la famille. La MSA constitue le deuxième régime de protection sociale en France, avec 3,3 millions de personnes protégées en maladie en 2014.

NAF2

La nomenclature d'activités française révision 2 (NAF rév. 2, 2008) est la nomenclature statistique nationale d'activités qui s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2008 à la NAF révisée 1 datant de 2003.

Nombre d'heures de travail rémunérées

MSA : Nombre d'heures ayant donné lieu au paiement d'un salaire. Pour les emplois en CDI, ce volume d'heures inclut les congés payés. Pour les emplois en CDD, le nombre d'heures rémunérées correspond au nombre d'heures travaillées. Dans les deux cas, les heures supplémentaires sont incluses dans le nombre total d'heures rémunérées.

PBS

Production brute standard

RA : Les surfaces agricoles et les cheptels sont valorisés selon des coefficients permettant le calcul de la production brute standard (PBS). Ces coefficients résultent des valeurs

moyennes sur la période 2005 à 2009 (coefficients « 2007 »). La PBS décrit un potentiel de production des exploitations et permet de les classer en « moyennes et grandes exploitations », quand elle est supérieure ou égale à 25 000 €, en « grandes exploitations » quand elle est supérieure à 100 000 €.

La PBS n'a pas pour vocation de mesurer un résultat économique. Elle constitue un ordre de grandeur d'un potentiel de production hors subventions des exploitations.

La PBS permet également de classer les exploitations selon leur spécialisation : l'orientation technico-économique (OTEX). Une exploitation est spécialisée dans un domaine si la PBS de la ou des productions concernées dépasse 2/3 du total.

ESEA 2013 : Les coefficients de PBS 2007 utilisés pour la valorisation des surfaces et des cheptels dans le RA 2010 ont été remplacés par les coefficients de PBS 2010 (moyenne calculées sur la période 2008 à 2012) dans l'enquête Structures 2013. Cette modification des coefficients de PBS est à seuils constants.

BAEA 2013 : Pour l'emploi agricole 2013, le seuil MSA des cotisants non-salariés dans les moyennes et grandes exploitations étant la 1/2 SMI, il ne tient pas compte de la modification des coefficients de PBS entre le RA 2010 et ESEA2013.

Population active agricole au sens du SSP

Toutes les personnes qui travaillent, à temps plein ou partiel, sur une exploitation agricole. La population permanente comprend les chefs d'exploitation et les coexploitants, les

conjoint actifs sur l'exploitation, les aides familiaux (membres de la famille des chefs d'exploitation et coexploitants) et les salariés permanents (non membres de la famille des chefs d'exploitation, qui effectuent un travail régulier tout au long de l'année (au moins huit mois), quelle que soit sa durée). La population non permanente comprend les salariés saisonniers ou occasionnels.

Population active agricole au sens de l'Insee

Toutes les personnes qui déclarent exercer une profession principale agricole, c'est-à-dire exploitant, aide familial ou salarié. La population active occupée n'inclut pas les personnes à la recherche d'un emploi. Les notions du SSP et de l'Insee ne se recouvrent pas exactement.

Recensement agricole

RA : Le dernier recensement agricole 2010 s'est déroulé de septembre 2010 à avril 2011. Il portait sur la campagne 2009-2010. Les recensements précédents avaient eu lieu en 2000, 1988, 1979, 1970. Il s'effectue dans le cadre de la réglementation statistique de l'Union européenne et selon les recommandations des Nations Unies. Pour répondre aux obligations internationales et communautaires, tous les pays de l'Union européenne ont effectué un RA entre 2009 et 2010, permettant ainsi de comparer leurs agricultures. Les résultats ne sont diffusés que sous forme agrégée, pour préserver les données individuelles et l'anonymat des agriculteurs.

Qui a été recensé ? Toutes les exploitations agricoles situées en métro-

pole, dans les départements d'outre-mer et les collectivités outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Critères : cf. Exploitation agricole.

Quelles données ont été recensées ? Quelques 700 données relevant de grandes thématiques tels que les cultures et superficies cultivées, l'élevage et le cheptel, l'équipement des exploitations, l'emploi salarié ou familial, le niveau de formation, la gestion de l'exploitation etc. Le RA ne collecte pas les données financières de l'exploitation. Il offre un portrait instantané et détaillé de l'agriculture et permet des comparaisons au niveau le plus fin jusqu'à la commune. Il s'intéresse également aux plus petites exploitations. cf. Enquête sur la structure des exploitations agricoles en 2013

Salaires horaires

MSA : Salaires horaires bruts : montant des rémunérations brutes/nombre d'heures. Pour une comparaison homogène avec le SMIC, le périmètre du calcul est hors les contrats des apprentis dont le taux varie entre 20 % et 80 % du SMIC. Le taux horaire est un taux observé qui inclut les Indemnités Compensatrices de Congé Payé « ICCP » versées en fin de contrat quelle que soit sa nature CDI ou CDD. En moyenne, l'incidence du versement des ICCP majore plus sensiblement les taux horaires des travailleurs saisonniers et occasionnels dont les contrats sont des CDD. cf. Nombre d'heures de travail rémunérées

Salarié permanent

Salarié occasionnel

cf. Actif agricole

cf. Temps de travail

SIRET SIREN

SIRET : numéro qui permet d'identifier tout établissement français dans le répertoire **SIRENE** (Système d'Identification du Répertoire des ENtreprises et des Établissements). Ce répertoire, géré par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (Insee), a été mis en place par le décret n° 73-314 du 14 mars 1973, pour créer un numéro national d'identification des entreprises et de leurs établissements. En 1983, son champ est étendu à l'ensemble des personnes morales de droit public et privé ainsi qu'aux institutions et services de l'État. Cet identifiant numérique de 14 chiffres est articulé en deux parties :

- la première est le numéro SIREN de l'entreprise (ou unité légale ou personne juridique) à laquelle appartient l'unité Siret ;
- la seconde, appelée NIC (Numéro Interne de Classement), se compose d'un numéro d'ordre séquentiel à quatre chiffres attribué à l'établissement et d'un chiffre de contrôle (clé de contrôle), qui permet de vérifier la validité de l'ensemble du numéro Siret.

Par exemple : 732 829 320 00074 correspond au 7^e établissement de l'entreprise 732 829 320.

Temps de travail des actifs permanents

RA : Le temps de travail sur l'exploitation des actifs permanents est recueilli au RA par tranche de quarts de temps, avec pour minimum moins d'un quart de temps et pour maximum un temps complet par actif. La quotité de temps de travail affectée à chaque actif permanent est prise en compte pour le calcul des UTA selon la correspondance suivante :

moins de 1/4 de temps : 0,125 UTA ;
entre 1/4 de temps et 1/2 temps : 0,375 UTA ;
entre 1/2 temps et 3/4 temps : 0,625 UTA ;
entre 3/4 temps et < temps plein : 0,875 UTA ;
le temps complet est équivalent à 1 UTA.

Temps de travail des travailleurs saisonniers ou occasionnels

RA : Pour chaque personne ayant travaillé sur l'exploitation durant la campagne 2009-2010, le travail est comptabilisé en nombre d'heures, de jour ou de mois de travail. La quantité de travail est ensuite recalculée en nombre d'UTA.

Travail effectué par du personnel d'entreprises de travaux agricoles (ETA) ou de Cuma

RA : Le travail est comptabilisé en nombre de journées fournies à l'exploitation au cours de la campagne 2009-2010 (1 journée équivaut à 7 heures en 2010, à 8 heures en 2000). La quantité de travail est ensuite recalculée en nombre d'UTA.

Unité de travail Annuel (UTA)

RA : l'unité de travail annuel, mesure du travail fourni par la main-d'œuvre agricole. Une UTA correspond au travail d'une personne à plein temps pendant une année entière. Cette notion est une estimation du volume de travail utilisé comme moyen de production et non une mesure de l'emploi sur les exploitations.

cf. Temps de travail des actifs permanents et temps de travail des travailleurs saisonniers ou occasionnels.

Annexe 2

Le transfert des conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés avec les salariés permanents



Depuis le BAEA 2013, les conjoints salariés et les autres membres de la famille salariés sont comptabilisés avec les salariés permanents pour se rapprocher des nouveaux concepts des enquêtes sur la structure des exploitations agricoles. Les données 2000 et 2010 du recensement agricole avant et après ces transferts sont répertoriées ci-après.

1- Exploitations agricoles employant des salariés permanents

| Comparaison régionale 2000 et 2010 du transfert des conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés avec les salariés permanents | Avant BAEA 2013* | | A partir de BAEA 2013** | | Ecart | |
|---|------------------|----------------|-------------------------|----------------|-------------------------|-------------------------|
| | RA 2000 (1) | RA 2010 (2) | RA 2000 (3) | RA 2010 (4) | 2000 (5)= (3)-(1) | 2010 (6)= (4)-(2) |
| Total | 70 764 | 67 040 | 79 455 | 76 004 | +8 691 | +8 964 |
| 44 Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine | 7 181 | 7 646 | 8 677 | 9 528 | +1 496 | +1 882 |
| 75 Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes | 12 154 | 11 170 | 13 478 | 12 605 | +1 324 | +1 435 |
| 84 Auvergne-Rhône-Alpes | 5 043 | 5 102 | 5 635 | 5 797 | +592 | +695 |
| 27 Bourgogne-Franche-Comté | 4 418 | 4 738 | 5 102 | 5 416 | +684 | +678 |
| 53 Bretagne | 4 786 | 5 231 | 5 792 | 6 071 | +1 006 | +840 |
| 24 Centre-Val de Loire | 5 003 | 4 490 | 5 524 | 4 860 | +521 | +370 |
| 94 Corse | 377 | 383 | 380 | 403 | +3 | +20 |
| 11 Île-de-France | 1 854 | 1 448 | 1 985 | 1 536 | +131 | +88 |
| 76 Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées | 8 522 | 6 955 | 9 120 | 7 618 | +598 | +663 |
| 32 Nord-Pas-de-Calais-Picardie | 6 052 | 5 667 | 6 821 | 6 556 | +769 | +889 |
| 28 Normandie | 5 802 | 5 654 | 6 265 | 6 052 | +463 | +398 |
| 52 Pays de la Loire | 5 489 | 5 339 | 6 290 | 6 013 | +801 | +674 |
| 93 Provence-Alpes- Côte d'Azur | 4 083 | 3 217 | 4 386 | 3 549 | +303 | +332 |

* avant : hors les exploitations avec des conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés

** après : y compris les exploitations avec des conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Annexe 2

Le transfert des conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés avec les salariés permanents (suite)

2 - Conjoints et autres actifs familiaux en nombre de personnes

| Comparaison régionale 2000 et 2010 du transfert des conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés avec les salariés permanents | Avant BAEA 2013* | | A partir de BAEA 2013** | | Ecart | |
|---|------------------|----------------|-------------------------|----------------|-------------------------|-------------------------|
| | RA 2000 (1) | RA 2010 (2) | RA 2000 (3) | RA 2010 (4) | 2000 (5)= (3)-(1) | 2010 (6)= (4)-(2) |
| | Total | 391 020 | 207 457 | 374 714 | 190 119 | -16 306 |
| 44 Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine | 37 365 | 26 255 | 34 828 | 22 818 | -2 537 | -3 437 |
| 75 Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes | 68 945 | 36 638 | 66 263 | 33 782 | -2 682 | -2 856 |
| 84 Auvergne-Rhône-Alpes | 56 347 | 29 754 | 55 221 | 28 441 | -1 126 | -1 313 |
| 27 Bourgogne-Franche-Comté | 22 439 | 13 897 | 21 166 | 12 496 | -1 273 | -1 401 |
| 53 Bretagne | 27 345 | 9 895 | 25 725 | 8 434 | -1 620 | -1 461 |
| 24 Centre-Val de Loire | 15 233 | 8 308 | 14 201 | 7 483 | -1 032 | -825 |
| 94 Corse | 1 372 | 915 | 1 355 | 870 | -17 | -45 |
| 11 Île-de-France | 2 804 | 1 650 | 2 488 | 1 432 | -316 | -218 |
| 76 Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées | 67 829 | 34 211 | 66 587 | 32 936 | -1 242 | -1 275 |
| 32 Nord-Pas-de-Calais-Picardie | 23 008 | 11 995 | 21 742 | 10 412 | -1 266 | -1 583 |
| 28 Normandie | 25 203 | 13 794 | 24 467 | 13 040 | -736 | -754 |
| 52 Pays de la Loire | 27 205 | 10 214 | 25 659 | 8 882 | -1 546 | -1 332 |
| 93 Provence-Alpes- Côte d'Azur | 15 925 | 9 931 | 15 012 | 9 093 | -913 | -838 |

3 - Salariés permanents en nombre de personnes

| Comparaison régionale 2000 et 2010 du transfert des conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés avec les salariés permanents | Avant BAEA 2013* | | A partir de BAEA 2013** | | Ecart | |
|---|------------------|----------------|-------------------------|----------------|-------------------------|-------------------------|
| | RA 2000 (1) | RA 2010 (2) | RA 2000 (3) | RA 2010 (4) | 2000 (5)= (3)-(1) | 2010 (6)= (4)-(2) |
| | Total | 164 237 | 154 955 | 180 543 | 172 293 | +16 306 |
| 44 Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine | 15 060 | 16 408 | 17 597 | 19 845 | +2 537 | +3 437 |
| 75 Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes | 33 049 | 30 562 | 35 731 | 33 418 | +2 682 | +2 856 |
| 84 Auvergne-Rhône-Alpes | 10 204 | 10 694 | 11 330 | 12 007 | +1 126 | +1 313 |
| 27 Bourgogne-Franche-Comté | 9 657 | 10 491 | 10 930 | 11 892 | +1 273 | +1 401 |
| 53 Bretagne | 10 310 | 11 498 | 11 930 | 12 959 | +1 620 | +1 461 |
| 24 Centre-Val de Loire | 10 940 | 9 863 | 11 972 | 10 688 | +1 032 | +825 |
| 94 Corse | 1 125 | 956 | 1 142 | 1 001 | +17 | +45 |
| 11 Île-de-France | 4 702 | 3 392 | 5 018 | 3 610 | +316 | +218 |
| 76 Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées | 17 811 | 15 177 | 19 053 | 16 452 | +1 242 | +1 275 |
| 32 Nord-Pas-de-Calais-Picardie | 11 734 | 10 421 | 13 000 | 12 004 | +1 266 | +1 583 |
| 28 Normandie | 10 444 | 10 402 | 11 180 | 11 156 | +736 | +754 |
| 52 Pays de la Loire | 16 696 | 15 256 | 18 242 | 16 588 | +1 546 | +1 332 |
| 93 Provence-Alpes- Côte d'Azur | 12 505 | 9 835 | 13 418 | 10 673 | +913 | +838 |

* avant : hors les conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés

** après : y compris les conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Annexe 2

Le transfert des conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés avec les salariés permanents (suite)

4) Conjoints et autres actifs familiaux en UTA

| Comparaison régionale 2000 et 2010 du transfert des conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés avec les salariés permanents | Avant BAEA 2013* | | A partir de BAEA 2013** | | Ecart | |
|---|------------------|----------------|-------------------------|----------------|-------------------------|-------------------------|
| | RA 2000 (1) | RA 2010 (2) | RA 2000 (3) | RA 2010 (4) | 2000 (5)= (3)-(1) | 2010 (6)= (4)-(2) |
| Total | 181 600 | 87 107 | 169 709 | 74 922 | -11 891 | -12 185 |
| 44 Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine | 16 078 | 9 920 | 14 212 | 7 534 | -1 866 | -2 386 |
| 75 Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes | 31 619 | 15 204 | 29 684 | 13 241 | -1 935 | -1 964 |
| 84 Auvergne-Rhône-Alpes | 25 290 | 12 832 | 24 466 | 11 894 | -824 | -937 |
| 27 Bourgogne-Franche-Comté | 10 572 | 5 734 | 9 645 | 4 714 | -927 | -1 020 |
| 53 Bretagne | 15 003 | 5 103 | 13 820 | 4 048 | -1 182 | -1 055 |
| 24 Centre-Val de Loire | 6 764 | 3 144 | 5 994 | 2 542 | -770 | -602 |
| 94 Corse | 622 | 445 | 610 | 408 | -12 | -37 |
| 11 Île-de-France | 1 478 | 732 | 1 230 | 565 | -248 | -167 |
| 76 Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées | 28 168 | 13 910 | 27 262 | 13 008 | -906 | -902 |
| 32 Nord-Pas-de-Calais-Picardie | 12 155 | 5 412 | 11 219 | 4 354 | -936 | -1 059 |
| 28 Normandie | 12 536 | 5 588 | 11 996 | 5 066 | -540 | -522 |
| 52 Pays de la Loire | 13 990 | 4 808 | 12 931 | 3 920 | -1 059 | -888 |
| 93 Provence-Alpes- Côte d'Azur | 7 326 | 4 275 | 6 641 | 3 628 | -685 | -647 |

5 - Salariés permanents en UTA

| Comparaison régionale 2000 et 2010 du transfert des conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés avec les salariés permanents | Avant BAEA 2013* | | A partir de BAEA 2013** | | Ecart | |
|---|------------------|----------------|-------------------------|----------------|-------------------------|-------------------------|
| | RA 2000 (1) | RA 2010 (2) | RA 2000 (3) | RA 2010 (4) | 2000 (5)= (3)-(1) | 2010 (6)= (4)-(2) |
| Total | 137 558 | 127 899 | 149 448 | 140 084 | +11 891 | +12 185 |
| 44 Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine | 11 996 | 12 814 | 13 862 | 15 200 | +1 866 | +2 386 |
| 75 Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes | 27 963 | 26 111 | 29 898 | 28 075 | +1 935 | +1 964 |
| 84 Auvergne-Rhône-Alpes | 8 273 | 8 624 | 9 097 | 9 562 | +824 | +937 |
| 27 Bourgogne-Franche-Comté | 7 768 | 8 396 | 8 695 | 9 416 | +927 | +1 020 |
| 53 Bretagne | 8 630 | 9 524 | 9 813 | 10 579 | +1 182 | +1 055 |
| 24 Centre-Val de Loire | 9 195 | 8 189 | 9 965 | 8 791 | +770 | +602 |
| 94 Corse | 919 | 902 | 931 | 940 | +12 | +37 |
| 11 Île-de-France | 4 193 | 2 864 | 4 441 | 3 031 | +248 | +167 |
| 76 Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées | 14 861 | 12 411 | 15 767 | 13 312 | +906 | +902 |
| 32 Nord-Pas-de-Calais-Picardie | 9 876 | 8 642 | 10 812 | 9 700 | +936 | +1 059 |
| 28 Normandie | 8 037 | 8 125 | 8 577 | 8 647 | +540 | +522 |
| 52 Pays de la Loire | 14 458 | 12 514 | 15 516 | 13 402 | +1 059 | +888 |
| 93 Provence-Alpes- Côte d'Azur | 11 390 | 8 784 | 12 075 | 9 430 | +685 | +647 |

* avant : hors les conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés

** après : y compris les conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Évolution 2010-2013 de l'emploi agricole en anciennes et en nouvelles régions

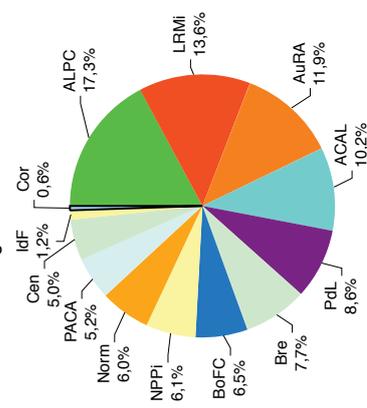
Après la réforme territoriale
13 régions

Après la réforme territoriale
13 régions* avec rappel des 22 régions

Avant la réforme territoriale
22 régions

| Total des actifs agricoles en UTA | | BAEA 2013 | | BAEA 2013 | | BAEA 2013 | | BAEA 2013 | | BAEA 2013 | | | |
|-----------------------------------|----------------|----------------|----------------|--------------------------------|--------------|--|----------------|--------------------------------|--------------|-----------------------------------|----------------|----------------|--------|
| Total des actifs agricoles en UTA | | RA | BAEA 2013 | 2013/2010 moy. annuelle valeur | % | RA | BAEA 2013 | 2013/2010 moy. annuelle valeur | % | Total des actifs agricoles en UTA | RA 2010 | BAEA 2013 | |
| Total des actifs agricoles en UTA | | RA | BAEA 2013 | 2013/2010 moy. annuelle valeur | % | RA | BAEA 2013 | 2013/2010 moy. annuelle valeur | % | Total des actifs agricoles en UTA | RA 2010 | BAEA 2013 | |
| Total | 751 366 | 751 366 | 729 001 | -7 455 | -1,0% | 751 366 | 729 001 | -7 455 | -1,0% | Total | 751 366 | 729 001 | |
| 42 Alsace | 16 767 | 16 849 | 16 849 | +27 | +0,2% | 44 Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine | 74 492 | -227 | -0,3% | 44 ACAL | 75 173 | 74 492 | |
| 72 Aquitaine | 73 969 | 72 534 | 72 534 | -478 | -0,7% | 75 ALPC | 16 849 | 27 | 0,2% | 75 ALPC | 129 607 | 125 955 | |
| 83 Auvergne | 31 913 | 30 047 | 30 047 | -622 | -2,0% | 84 AuRA | 40 011 | 39 787 | -75 | -0,2% | 84 AuRA | 90 136 | 86 960 |
| 26 Bourgogne | 34 591 | 33 742 | 33 742 | -283 | -0,8% | 27 BoFC | 18 395 | 17 856 | -180 | -1,0% | 27 BoFC | 48 657 | 47 554 |
| 53 Bretagne | 58 183 | 56 278 | 56 278 | -635 | -1,1% | 75 Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes | 129 607 | 125 955 | -1 217 | -0,9% | 53 Bre | 58 183 | 56 278 |
| 24 Centre | 37 760 | 36 791 | 36 791 | -323 | -0,9% | Aquitaine | 73 969 | 72 534 | -478 | -0,7% | 24 Cen | 37 760 | 36 791 |
| 21 Champagne-Ardenne | 40 011 | 39 787 | 39 787 | -75 | -0,2% | Limousin | 19 231 | 17 801 | -476 | -2,5% | 94 Cor | 4 040 | 4 155 |
| 94 Corse | 4 040 | 4 155 | 4 155 | +38 | +0,9% | Poitou-Charentes | 36 407 | 35 619 | -263 | -0,7% | 11 IdF | 9 087 | 8 621 |
| 43 Franche-Comté | 14 066 | 13 812 | 13 812 | -84 | -0,6% | 84 Auvergne-Rhône-Alpes | 90 136 | 86 960 | -1 059 | -1,2% | 76 LRMI | 103 344 | 99 191 |
| 11 Île-de-France | 9 087 | 8 621 | 8 621 | -155 | -1,7% | Auvergne | 31 913 | 30 047 | -622 | -2,0% | 32 NPPI | 45 846 | 44 292 |
| 91 Languedoc-Roussillon | 19 231 | 17 801 | 17 801 | -476 | -2,5% | Rhône-Alpes | 58 224 | 56 913 | -437 | -0,8% | 28 Norm | 46 016 | 43 934 |
| 74 Limousin | 18 395 | 17 856 | 17 856 | -180 | -1,0% | 27 Bourgogne-Franche-Comté | 48 657 | 47 554 | -368 | -0,8% | 52 PdL | 64 652 | 62 669 |
| 41 Lorraine | 60 844 | 58 118 | 58 118 | -908 | -1,5% | Bourgogne | 34 591 | 33 742 | -283 | -0,8% | 93 PACA | 38 865 | 38 109 |
| 73 Midi-Pyrénées | 22 878 | 22 088 | 22 088 | -263 | -1,2% | Franche-Comté | 14 066 | 13 812 | -84 | -0,6% | | | |
| 25 Nord-Pas-de-Calais | 30 899 | 29 399 | 29 399 | -500 | -1,6% | 53 Bretagne | 58 183 | 56 278 | -635 | -1,1% | | | |
| 23 Haute-Normandie | 15 117 | 14 535 | 14 535 | -194 | -1,3% | 24 Centre-Val de Loire | 37 760 | 36 791 | -323 | -0,9% | | | |
| 52 Pays de la Loire | 64 652 | 62 669 | 62 669 | -661 | -1,0% | 94 Corse | 4 040 | 4 155 | 38 | 0,9% | | | |
| 22 Picardie | 22 968 | 22 204 | 22 204 | -255 | -1,1% | 11 Île-de-France | 9 087 | 8 621 | -155 | -1,7% | | | |
| 54 Poitou-Charentes | 36 407 | 35 619 | 35 619 | -263 | -0,7% | 76 Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées | 103 344 | 99 191 | -1 384 | -1,4% | | | |
| 93 Provence-Alpes-Côte d'Azur | 38 865 | 38 109 | 38 109 | -252 | -0,7% | Languedoc-Roussillon | 42 500 | 41 072 | -476 | -1,1% | | | |
| 82 Rhône-Alpes | 58 224 | 56 913 | 56 913 | -437 | -0,8% | Midi-Pyrénées | 60 844 | 58 118 | -908 | -1,5% | | | |
| | | | | | | 32 Nord-Pas-de-Calais-Picardie | 45 846 | 44 292 | -518 | -1,1% | | | |
| | | | | | | Nord-Pas-de-Calais | 22 878 | 22 088 | -263 | -1,2% | | | |
| | | | | | | Picardie | 22 968 | 22 204 | -255 | -1,1% | | | |
| | | | | | | 28 Normandie | 46 016 | 43 934 | -694 | -1,5% | | | |
| | | | | | | Basse-Normandie | 30 899 | 29 399 | -500 | -1,6% | | | |
| | | | | | | Haute-Normandie | 15 117 | 14 535 | -194 | -1,3% | | | |
| | | | | | | 52 Pays de la Loire | 64 652 | 62 669 | -661 | -1,0% | | | |
| | | | | | | 93 Provence-Alpes-Côte d'Azur | 38 865 | 38 109 | -252 | -0,7% | | | |

Répartition de l'emploi agricole 2013 en 13 régions en UTA



* Les nouvelles régions en gris vert

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Annexe 3

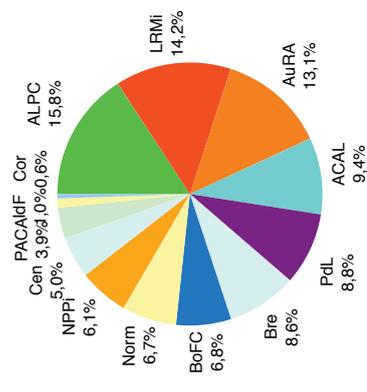
Évolution 2010-2013 de l'emploi agricole en anciennes et en nouvelles régions (suite)

| Avant la réforme territoriale 22 régions | | | | Après la réforme territoriale 13 régions* avec rappel des 22 régions | | | | Après la réforme territoriale 13 régions | | | |
|---|----------------|--------------------------------|---------------|---|--|--------------------------------|---------------|---|----------------|--------------------------------|-------------|
| Total des chefs et coexploitants en UTA | | BAEA 2013 | | Total des chefs et coexploitants en UTA | | BAEA 2013 | | Total des chefs et coexploitants en UTA | | BAEA 2013 | |
| RA 2010 | BAEA 2013 | 2013/2010 moy. annuelle valeur | % | RA 2010 | BAEA 2013 | 2013/2010 moy. annuelle valeur | % | RA 2010 | BAEA 2013 | 2013/2010 moy. annuelle valeur | % |
| Total | 445 770 | 428 564 | -5 735 | -1,3% | 445 770 | 428 564 | -5 735 | -1,3% | 445 770 | 428 564 | 100% |
| 42 Alsace | 8 500 | 8 410 | -30 | -0,4% | 44 Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine | 41 342 | 40 430 | -304 | -0,7% | 44 ACAL | 41 342 |
| 72 Aquitaine | 34 819 | 33 208 | -537 | -1,6% | Alsace | 8 500 | 8 410 | -30 | -0,4% | 75 ALPC | 71 286 |
| 83 Auvergne | 24 017 | 23 028 | -330 | -1,4% | Champagne-Ardenne | 20 583 | 20 096 | -162 | -0,8% | 84 AuRA | 58 411 |
| 26 Bourgogne | 20 211 | 19 333 | -292 | -1,5% | Lorraine | 12 259 | 11 923 | -112 | -0,9% | 27 BoFC | 30 145 |
| 53 Bretagne | 38 531 | 36 756 | -592 | -1,6% | 75 Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes | 71 286 | 67 755 | -1 177 | -1,7% | 53 Bre | 38 531 |
| 24 Centre | 22 298 | 21 432 | -289 | -1,3% | Aquitaine | 34 819 | 33 208 | -537 | -1,6% | 24 Cen | 22 298 |
| 21 Champagne-Ardenne | 20 583 | 20 096 | -162 | -0,8% | Limousin | 13 724 | 13 009 | -238 | -1,8% | 94 Cor | 2 439 |
| 94 Corse | 2 439 | 2 522 | +28 | +1,1% | Poitou-Charentes | 22 743 | 21 537 | -402 | -1,8% | 11 IdF | 4 623 |
| 43 Franche-Comté | 9 935 | 9 711 | -75 | -0,8% | 84 Auvergne-Rhône-Alpes | 58 411 | 56 034 | -792 | -1,4% | 76 LRMI | 63 705 |
| 11 Ile-de-France | 4 623 | 4 464 | -53 | -1,2% | Auvergne | 24 017 | 23 028 | -330 | -1,4% | 32 NPPI | 26 574 |
| 91 Languedoc-Roussillon | 22 251 | 20 990 | -420 | -1,9% | Rhône-Alpes | 34 394 | 33 006 | -462 | -1,4% | 28 Norm | 29 739 |
| 74 Limousin | 13 724 | 13 009 | -238 | -1,8% | 27 Bourgogne-Franche-Comté | 30 145 | 29 044 | -367 | -1,2% | 52 PdL | 39 330 |
| 41 Lorraine | 12 259 | 11 923 | -112 | -0,9% | Bourgogne | 20 211 | 19 333 | -292 | -1,5% | 93 PACA | 17 349 |
| 73 Midi-Pyrénées | 41 454 | 39 824 | -543 | -1,3% | Franche-Comté | 9 935 | 9 711 | -75 | -0,8% | | |
| 31 Nord-Pas-de-Calais | 13 584 | 13 318 | -89 | -0,7% | 53 Bretagne | 38 531 | 36 756 | -592 | -1,6% | | |
| 25 Basse-Normandie | 20 416 | 19 547 | -290 | -1,4% | 24 Centre-Val de Loire | 22 298 | 21 432 | -289 | -1,3% | | |
| 23 Haute-Normandie | 9 323 | 9 061 | -87 | -0,9% | 94 Corse | 2 439 | 2 522 | 28 | 1,1% | | |
| 52 Pays de la Loire | 39 330 | 37 772 | -519 | -1,3% | 11 Ile-de-France | 4 623 | 4 464 | -53 | -1,2% | | |
| 22 Picardie | 12 991 | 12 700 | -97 | -0,8% | 76 Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées | 63 705 | 60 815 | -963 | -1,5% | | |
| 54 Poitou-Charentes | 22 743 | 21 537 | -402 | -1,8% | Languedoc-Roussillon | 22 251 | 20 990 | -420 | -1,9% | | |
| 93 Provence-Alpes-Côte d'Azur | 17 349 | 16 916 | -144 | -0,8% | Midi-Pyrénées | 41 454 | 39 824 | -543 | -1,3% | | |
| 82 Rhône-Alpes | 34 394 | 33 006 | -462 | -1,4% | 32 Nord-Pas-de-Calais-Picardie | 26 574 | 26 017 | -186 | -0,7% | | |
| | | | | | Nord-Pas-de-Calais | 13 584 | 13 318 | -89 | -0,7% | | |
| | | | | | Picardie | 12 991 | 12 700 | -97 | -0,8% | | |
| | | | | | 28 Normandie | 29 739 | 28 607 | -377 | -1,3% | | |
| | | | | | Basse-Normandie | 20 416 | 19 547 | -290 | -1,4% | | |
| | | | | | Haute-Normandie | 9 323 | 9 061 | -87 | -0,9% | | |
| | | | | | 52 Pays de la Loire | 39 330 | 37 772 | -519 | -1,3% | | |
| | | | | | 93 Provence-Alpes- Côte d'Azur | 17 349 | 16 916 | -144 | -0,8% | | |

* Les nouvelles régions en gris vert

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Répartition 2013 en UTA
Total des chefs et coexploitants



Évolution 2010-2013 de l'emploi agricole en anciennes et en nouvelles régions (suite)

Total des chefs et coexploitants en UTA dans les moyennes et grandes exploitations

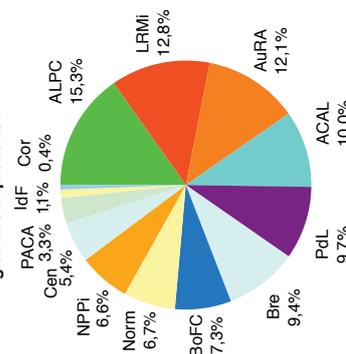
Avant la réforme territoriale
22 régions

Après la réforme territoriale
13 régions* avec rappel des 22 régions

Après la réforme territoriale
13 régions

| Total des chefs et coexploitants en UTA dans les moyennes et grandes exploitations | BAEA 2013 | | | Total des chefs et coexploitants en UTA dans les moyennes et grandes exploitations | BAEA 2013 | | | Total des chefs et coexploitants en UTA dans les moyennes et grandes exploitations | BAEA 2013 | | | |
|--|----------------|----------------|----------------------------------|--|----------------|---------------------|----------------------------------|--|---------------------|----------------|----------------------------------|-------------|
| | RA 2010 | BAEA 2013 | 2013/2010 moy. annuelle valeur % | | RA 2010 | BAEA 2013 | 2013/2010 moy. annuelle valeur % | | RA 2010 | BAEA 2013 | 2013/2010 moy. annuelle valeur % | |
| Total | 373 092 | 360 224 | -4 290 -1,2% | 373 092 | 360 224 | -4 290 -1,2% | 373 092 | 360 224 | -4 290 -1,2% | 373 092 | 360 224 | 100% |
| 42 Alsace | 6 824 | 6 883 | +20 +0,3% | 6 824 | 6 883 | +20 0,3% | 6 824 | 6 883 | +20 0,3% | 6 824 | 6 883 | 10,0% |
| 72 Aquitaine | 27 170 | 25 928 | -414 -1,5% | 27 170 | 25 928 | -414 -1,5% | 27 170 | 25 928 | -414 -1,5% | 27 170 | 25 928 | 7,5% |
| 83 Auvergne | 19 251 | 18 538 | -238 -1,3% | 19 197 | 18 751 | -149 -0,8% | 19 197 | 18 751 | -149 -0,8% | 19 197 | 18 751 | 5,1% |
| 26 Bourgogne | 18 118 | 17 442 | -225 -1,3% | 10 645 | 10 330 | -105 -1,0% | 10 645 | 10 330 | -105 -1,0% | 10 645 | 10 330 | 2,9% |
| 53 Bretagne | 35 156 | 33 711 | -481 -1,4% | 57 757 | 55 048 | -903 -1,6% | 57 757 | 55 048 | -903 -1,6% | 57 757 | 55 048 | 15,3% |
| 24 Centre | 20 072 | 19 368 | -235 -1,2% | 27 170 | 25 928 | -414 -1,5% | 27 170 | 25 928 | -414 -1,5% | 27 170 | 25 928 | 7,5% |
| 21 Champagne-Ardenne | 19 197 | 18 751 | -149 -0,8% | 10 389 | 9 871 | -172 -1,7% | 10 389 | 9 871 | -172 -1,7% | 10 389 | 9 871 | 2,8% |
| 94 Corse | 1 535 | 1 587 | +17 +1,1% | 20 198 | 19 249 | -316 -1,6% | 20 198 | 19 249 | -316 -1,6% | 20 198 | 19 249 | 5,3% |
| 43 Franche-Comté | 8 812 | 8 700 | -37 -0,4% | 45 220 | 43 663 | -519 -1,2% | 45 220 | 43 663 | -519 -1,2% | 45 220 | 43 663 | 12,4% |
| 11 Ile-de-France | 4 241 | 4 093 | -49 -1,2% | 19 251 | 18 538 | -238 -1,3% | 19 251 | 18 538 | -238 -1,3% | 19 251 | 18 538 | 5,1% |
| 91 Languedoc-Roussillon | 16 607 | 15 767 | -280 -1,7% | 25 969 | 25 125 | -281 -1,1% | 25 969 | 25 125 | -281 -1,1% | 25 969 | 25 125 | 6,9% |
| 74 Limousin | 10 389 | 9 871 | -172 -1,7% | 26 930 | 26 141 | -263 -1,0% | 26 930 | 26 141 | -263 -1,0% | 26 930 | 26 141 | 7,2% |
| 41 Lorraine | 10 645 | 10 330 | -105 -1,0% | 18 118 | 17 442 | -225 -1,3% | 18 118 | 17 442 | -225 -1,3% | 18 118 | 17 442 | 4,9% |
| 73 Midi-Pyrénées | 31 557 | 30 298 | -420 -1,3% | 8 812 | 8 700 | -37 -0,4% | 8 812 | 8 700 | -37 -0,4% | 8 812 | 8 700 | 2,4% |
| 31 Nord-Pas-de-Calais | 12 285 | 12 084 | -67 -0,5% | 35 156 | 33 711 | -481 -1,4% | 35 156 | 33 711 | -481 -1,4% | 35 156 | 33 711 | 9,4% |
| 25 Basse-Normandie | 16 735 | 16 213 | -174 -1,1% | 20 072 | 19 368 | -235 -1,2% | 20 072 | 19 368 | -235 -1,2% | 20 072 | 19 368 | 5,4% |
| 23 Haute-Normandie | 7 996 | 7 822 | -58 -0,7% | 1 535 | 1 587 | +17 1,1% | 1 535 | 1 587 | +17 1,1% | 1 535 | 1 587 | 0,4% |
| 52 Pays de la Loire | 36 061 | 34 794 | -422 -1,2% | 4 241 | 4 093 | -49 -1,2% | 4 241 | 4 093 | -49 -1,2% | 4 241 | 4 093 | 1,1% |
| 22 Picardie | 11 960 | 11 742 | -73 -0,6% | 48 164 | 46 065 | -700 -1,5% | 48 164 | 46 065 | -700 -1,5% | 48 164 | 46 065 | 12,8% |
| 54 Poitou-Charentes | 20 198 | 19 249 | -316 -1,6% | 16 607 | 15 767 | -280 -1,7% | 16 607 | 15 767 | -280 -1,7% | 16 607 | 15 767 | 4,6% |
| 93 Provence-Alpes-Côte d'Azur | 12 317 | 11 927 | -130 -1,1% | 31 557 | 30 298 | -420 -1,3% | 31 557 | 30 298 | -420 -1,3% | 31 557 | 30 298 | 8,5% |
| 82 Rhône-Alpes | 25 969 | 25 125 | -281 -1,1% | 24 245 | 23 826 | -139 -0,6% | 24 245 | 23 826 | -139 -0,6% | 24 245 | 23 826 | 6,8% |
| | | | | 12 285 | 12 084 | -67 -0,5% | 12 285 | 12 084 | -67 -0,5% | 12 285 | 12 084 | 3,4% |
| | | | | 11 960 | 11 742 | -73 -0,6% | 11 960 | 11 742 | -73 -0,6% | 11 960 | 11 742 | 3,2% |
| | | | | 24 731 | 24 036 | -232 -0,9% | 24 731 | 24 036 | -232 -0,9% | 24 731 | 24 036 | 6,6% |
| | | | | 16 735 | 16 213 | -174 -1,1% | 16 735 | 16 213 | -174 -1,1% | 16 735 | 16 213 | 4,5% |
| | | | | 7 996 | 7 822 | -58 -0,7% | 7 996 | 7 822 | -58 -0,7% | 7 996 | 7 822 | 2,2% |
| | | | | 36 061 | 34 794 | -422 -1,2% | 36 061 | 34 794 | -422 -1,2% | 36 061 | 34 794 | 9,7% |
| | | | | 12 317 | 11 927 | -130 -1,1% | 12 317 | 11 927 | -130 -1,1% | 12 317 | 11 927 | 3,3% |

Répartition 2013 en UTA
Chefs et coexploitants dans les moyennes et grandes exploitations



* Les nouvelles régions en gris vert

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

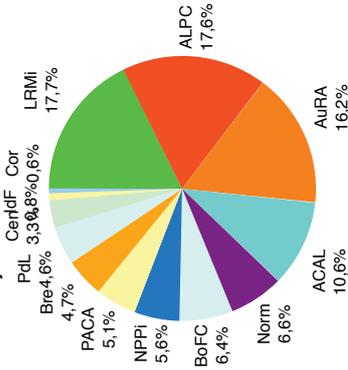
Annexe 3

Évolution 2010-2013 de l'emploi agricole en anciennes et en nouvelles régions (suite)

| Avant la réforme territoriale 22 régions | | | | Après la réforme territoriale 13 régions | | | |
|--|---------------|---------------|---------------|--|---------------|---------------|---------------|
| Les conjoints et autres actifs non-salariés en UTA | | | | Les conjoints et autres actifs non-salariés en UTA | | | |
| Total des conjoints et autres actifs non-salariés en UTA | | BAEA 2013 | | BAEA 2013 | | BAEA 2013 | |
| RA 2010 | BAEA 2013 | RA 2010 | BAEA 2013 | RA 2010 | BAEA 2013 | RA 2010 | BAEA 2013 |
| valeur | | valeur | | valeur | | % | |
| % | | % | | % | | % | |
| Total | 74 922 | 59 031 | -5 297 | -7,6% | 74 922 | 59 031 | -7,6% |
| 42 Alsace | 2 789 | 2 462 | -103 | -4,1% | 7 534 | 6 260 | -6,0% |
| 72 Aquitaine | 7 493 | 5 936 | -519 | -7,5% | 2 789 | 2 462 | -10,9 |
| 83 Auvergne | 4 342 | 3 430 | -304 | -7,6% | 2 476 | 1 952 | -17,5 |
| 26 Bourgogne | 2 926 | 2 353 | -191 | -7,0% | 2 269 | 1 847 | -14,1 |
| 53 Bretagne | 4 048 | 2 801 | -416 | -11,6% | 13 241 | 10 398 | -7,7% |
| 24 Centre | 2 542 | 1 965 | -192 | -8,2% | 7 493 | 5 936 | -5,19 |
| 21 Champagne-Ardenne | 2 476 | 1 952 | -175 | -7,6% | 2 951 | 2 332 | -20,7 |
| 94 Corse | 408 | 361 | -15 | -3,9% | 2 797 | 2 130 | -22,2 |
| 43 Franche-Comté | 1 788 | 1 450 | -113 | -6,7% | 11 894 | 9 585 | -6,9% |
| 11 Île-de-France | 565 | 448 | -39 | -7,5% | 4 942 | 3 430 | -30,4 |
| 91 Languedoc-Roussillon | 4 710 | 3 937 | -268 | -5,8% | 7 553 | 6 154 | -4,66 |
| 74 Limousin | 2 951 | 2 332 | -207 | -7,6% | 4 714 | 3 803 | -6,9% |
| 41 Lorraine | 2 269 | 1 847 | -141 | -6,6% | 2 926 | 2 353 | -19,1 |
| 73 Midi-Pyrénées | 8 298 | 6 503 | -588 | -7,8% | 1 788 | 1 450 | -11,3 |
| 31 Nord-Pas-de-Calais | 2 439 | 1 779 | -220 | -10,0% | 4 048 | 2 801 | -11,6% |
| 25 Basse-Normandie | 3 388 | 2 574 | -271 | -8,8% | 2 542 | 1 965 | -19,2 |
| 23 Haute-Normandie | 1 677 | 1 342 | -112 | -7,2% | 408 | 361 | -15 |
| 52 Pays de la Loire | 3 920 | 2 741 | -393 | -11,2% | 565 | 448 | -39 |
| 22 Picardie | 1 915 | 1 508 | -136 | -7,7% | 13 008 | 10 440 | -8,56 |
| 54 Poitou-Charentes | 2 797 | 2 130 | -222 | -8,7% | 4 710 | 3 937 | -25,8 |
| 93 Provence-Alpes-Côte d'Azur | 3 628 | 3 026 | -201 | -5,9% | 8 298 | 6 503 | -5,8 |
| 82 Rhône-Alpes | 7 553 | 6 154 | -466 | -6,6% | 4 354 | 3 287 | -35,5 |
| | | | | | 2 439 | 1 779 | -22,0 |
| | | | | | 1 915 | 1 508 | -13,6 |
| | | | | | 5 066 | 3 916 | -8,2% |
| | | | | | 3 388 | 2 574 | -27,1 |
| | | | | | 1 677 | 1 342 | -11,2 |
| | | | | | 3 920 | 2 741 | -11,2% |
| | | | | | 3 628 | 3 026 | -5,9% |

| Après la réforme territoriale 13 régions | | Après la réforme territoriale 13 régions | |
|--|---------------|--|---------------|
| Les conjoints et autres actifs non-salariés en UTA | | Les conjoints et autres actifs non-salariés en UTA | |
| Total des conjoints et autres actifs non-salariés en UTA | | Total des conjoints et autres actifs non-salariés en UTA | |
| RA 2010 | BAEA 2013 | RA 2010 | BAEA 2013 |
| % | | % | |
| Total | 74 922 | 59 031 | -7,6% |
| 44 Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine | 7 534 | 6 260 | -6,0% |
| 75 ALPC | 13 241 | 10 398 | -7,6% |
| 84 AuRA | 11 894 | 9 585 | -6,6% |
| 27 BoFC | 4 714 | 3 803 | -6,6% |
| 53 Bre | 4 048 | 2 801 | -7,7% |
| 24 Cen | 2 542 | 1 965 | -3,3% |
| 94 Cor | 408 | 361 | 0,8% |
| 11 IdF | 565 | 448 | 0,8% |
| 76 LRMI | 13 008 | 10 440 | -17,7% |
| 32 NPPI | 4 354 | 3 287 | -5,6% |
| 28 Norm | 5 066 | 3 916 | -6,6% |
| 52 Pdl | 3 920 | 2 741 | -4,6% |
| 93 PACA | 3 628 | 3 026 | -5,1% |

Répartition 2013 en UTA
Conjoints et autres actifs non sal.



* Les nouvelles régions en grisé vert

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole



| Données MSA au périmètre du RA National - France métropolitaine | | | | | | | BAEA |
|--|----------------|----------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|------|
| Indicateurs MSA au périmètre du RA | 2013 | 2014 | 2012/2011 valeur % | 2013/2012 valeur % | 2014/2013 valeur % | 2015 est.% | |
| Nombre d'exploitations | 429 723 | 422 684 | -6 230 -1,4% | -8 241 -1,9% | -7 039 -1,6% | -1,6% | |
| <i>Moyennes et grandes exploitations</i> | 328 636 | 323 015 | -5 384 -1,6% | -4 943 -1,5% | -5 621 -1,7% | -1,6% | |
| <i>Exploitations en Gaec ou en société</i> | 148 432 | 149 750 | 1 830 +1,3% | 2 003 +1,4% | 1 318 +0,9% | +1,2% | |
| <i>Expl. employant des sal. permanents</i> | 65 632 | 66 196 | 1 911 +3,0% | 1 580 +2,4% | 564 +0,9% | +2,1% | |

| R44 - Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine | | | | | | | BAEA |
|--|---------------|---------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|------|
| Indicateurs MSA au périmètre du RA | 2013 | 2014 | 2012/2011 valeur % | 2013/2012 valeur % | 2014/2013 valeur % | 2015 est.% | |
| Nombre d'exploitations | 38 892 | 38 686 | -142 -1,5% | -433 -1,1% | -206 -0,5% | -0,8% | |
| <i>Moyennes et grandes exploitations</i> | 30 645 | 30 454 | -268 -0,9% | -244 -0,8% | -191 -0,6% | -0,8% | |
| <i>Exploitations en Gaec ou en société</i> | 17 212 | 17 444 | 291 +1,7% | 259 +1,5% | 232 +1,3% | +1,5% | |
| <i>Expl. employant des sal. permanents</i> | 8 394 | 8 617 | 416 +5,2% | -64 -0,8% | 223 +2,7% | +2,4% | |

| R75 - Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes | | | | | | | BAEA |
|--|---------------|---------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|------|
| Indicateurs MSA au périmètre du RA | 2013 | 2014 | 2012/2011 valeur % | 2013/2012 valeur % | 2014/2013 valeur % | 2015 est.% | |
| Nombre d'exploitations | 73 225 | 71 419 | -556 -1,4% | -1 620 -2,2% | -1 806 -2,5% | -2,1% | |
| <i>Moyennes et grandes exploitations</i> | 53 619 | 52 497 | -1 102 -2,0% | -954 -1,7% | -1 122 -2,1% | -1,9% | |
| <i>Exploitations en Gaec ou en société</i> | 23 027 | 23 162 | 211 +0,9% | 299 +1,3% | 135 +0,6% | +0,9% | |
| <i>Expl. employant des sal. permanents</i> | 10 982 | 10 875 | 23 +0,2% | 271 +2,5% | -107 -1,0% | +0,6% | |

| R84 - Auvergne-Rhône-Alpes | | | | | | | BAEA |
|--|---------------|---------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|------|
| Indicateurs MSA au périmètre du RA | 2013 | 2014 | 2012/2011 valeur % | 2013/2012 valeur % | 2014/2013 valeur % | 2015 est.% | |
| Nombre d'exploitations | 60 752 | 59 839 | -380 -1,6% | -1 259 -2,0% | -913 -1,5% | -1,7% | |
| <i>Moyennes et grandes exploitations</i> | 43 101 | 42 308 | -838 -1,9% | -775 -1,8% | -793 -1,8% | -1,8% | |
| <i>Exploitations en Gaec ou en société</i> | 14 182 | 14 510 | 245 +1,8% | 254 +1,8% | 328 +2,3% | +2,0% | |
| <i>Expl. employant des sal. permanents</i> | 5 244 | 5 310 | 109 +2,2% | 261 +5,2% | 66 +1,3% | +2,9% | |

| R27 - Bourgogne-Franche-Comté | | | | | | | BAEA |
|--|---------------|---------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|------|
| Indicateurs MSA au périmètre du RA | 2013 | 2014 | 2012/2011 valeur % | 2013/2012 valeur % | 2014/2013 valeur % | 2015 est.% | |
| Nombre d'exploitations | 24 925 | 24 656 | -290 -1,6% | -582 -2,3% | -269 -1,1% | -1,7% | |
| <i>Moyennes et grandes exploitations</i> | 20 712 | 20 433 | -317 -1,5% | -320 -1,5% | -279 -1,3% | -1,5% | |
| <i>Exploitations en Gaec ou en société</i> | 10 400 | 10 521 | 178 +1,8% | 153 +1,5% | 121 +1,2% | +1,5% | |
| <i>Expl. employant des sal. permanents</i> | 4 439 | 4 510 | 136 +3,2% | 80 +1,8% | 71 +1,6% | +2,2% | |

Les données MSA des exploitations agricoles au périmètre du RA (suite)

| Données MSA au périmètre du RA | | | | | | | BAEA | | |
|--|---------------|---------------|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|---------------|
| R53 - Bretagne | | | | | | | | | |
| Indicateurs MSA au périmètre du RA | 2013 | 2014 | 2012/2011 valeur % | | 2013/2012 valeur % | | 2014/2013 valeur % | | 2015 est.% |
| Nombre d'exploitations | 29 281 | 28 623 | -599 | -2,0% | -618 | -2,1% | -658 | -2,2% | -2,2% |
| <i>Moyennes et grandes exploitations</i> | 25 554 | 24 969 | -495 | -1,9% | -434 | -1,7% | -585 | -2,3% | -1,9% |
| <i>Exploitations en Gaec ou en société</i> | 15 299 | 15 215 | 9 | +0,1% | 101 | +0,7% | -84 | -0,5% | +0,1% |
| <i>Expl. employant des sal. permanents</i> | 5 052 | 5 152 | 216 | +4,5% | 113 | +2,3% | 100 | +2,0% | +2,9% |

| R24 - Centre - Val de Loire | | | | | | | BAEA | | |
|--|---------------|---------------|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|-------------|-----------------------|--------------|
| Indicateurs MSA au périmètre du RA | 2013 | 2014 | 2012/2011 valeur % | | 2013/2012 valeur % | | | 2014/2013 valeur % | |
| Nombre d'exploitations | 20 986 | 20 688 | -266 | -1,2% | -350 | -1,6% | -298 | -1,4% | -1,5% |
| <i>Moyennes et grandes exploitations</i> | 17 910 | 17 651 | -237 | -1,3% | -198 | -1,1% | -259 | -1,4% | -1,3% |
| <i>Exploitations en Gaec ou en société</i> | 9 104 | 9 159 | 108 | +1,2% | 138 | +1,5% | 55 | +0,6% | +1,1% |
| <i>Expl. employant des sal. permanents</i> | 3 691 | 3 698 | 83 | +2,3% | 74 | +2,0% | 7 | +0,2% | +1,5% |

| R94 - Corse | | | | | | | BAEA | | |
|--|--------------|--------------|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|-----------|-----------------------|--------------|
| Indicateurs MSA au périmètre du RA | 2013 | 2014 | 2012/2011 valeur % | | 2013/2012 valeur % | | | 2014/2013 valeur % | |
| Nombre d'exploitations | 2 687 | 2 681 | 35 | +1,3% | 18 | +0,7% | -6 | -0,2% | +0,6% |
| <i>Moyennes et grandes exploitations</i> | 2 385 | 2 345 | ns | ns | ns | ns | -40 | -1,7% | +0,6% |
| <i>Exploitations en Gaec ou en société</i> | 300 | 313 | 8 | +3,0% | 24 | +8,7% | 13 | +4,3% | +5,3% |
| <i>Expl. employant des sal. permanents</i> | 330 | 336 | 11 | +3,5% | 8 | +2,5% | 6 | +1,8% | +2,6% |

| R11 - IdF | | | | | | | BAEA | | |
|--|--------------|--------------|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|------------|-----------------------|--------------|
| Indicateurs MSA au périmètre du RA | 2013 | 2014 | 2012/2011 valeur % | | 2013/2012 valeur % | | | 2014/2013 valeur % | |
| Nombre d'exploitations | 4 562 | 4 513 | -17 | -0,4% | -63 | -1,4% | -49 | -1,1% | -0,9% |
| <i>Moyennes et grandes exploitations</i> | 4 022 | 3 989 | ns | ns | ns | ns | -33 | -0,8% | -0,9% |
| <i>Exploitations en Gaec ou en société</i> | 2 242 | 2 275 | 50 | +2,3% | 35 | +1,6% | 33 | +1,5% | +1,8% |
| <i>Expl. employant des sal. permanents</i> | 1 057 | 1 047 | 54 | +5,8% | 75 | +7,6% | -10 | -0,9% | +4,1% |

| R76 - Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées | | | | | | | BAEA | | |
|--|---------------|---------------|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|---------------|-----------------------|--------------|
| Indicateurs MSA au périmètre du RA | 2013 | 2014 | 2012/2011 valeur % | | 2013/2012 valeur % | | | 2014/2013 valeur % | |
| Nombre d'exploitations | 73 586 | 72 380 | -416 | -1,4% | -1 442 | -1,9% | -1 206 | -1,6% | -1,6% |
| <i>Moyennes et grandes exploitations</i> | 51 722 | 50 635 | -977 | -1,8% | -811 | -1,5% | -1 087 | -2,1% | -1,8% |
| <i>Exploitations en Gaec ou en société</i> | 16 896 | 17 162 | 270 | +1,7% | 306 | +1,8% | 266 | +1,6% | +1,7% |
| <i>Expl. employant des sal. permanents</i> | 7 439 | 7 592 | 241 | +3,3% | -83 | -1,1% | 153 | +2,1% | +1,4% |

Annexe 4

Les données MSA des exploitations agricoles au périmètre du RA (suite)

| Données MSA au périmètre du RA | | | | | | | BAEA |
|--|---------------|---------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|------|
| R32 - Nord-Pas-de-Calais-Picardie | | | | | | | |
| Indicateurs MSA au périmètre du RA | 2013 | 2014 | 2012/2011 valeur % | 2013/2012 valeur % | 2014/2013 valeur % | 2015 est.% | |
| Nombre d'exploitations | 23 511 | 23 370 | -106 -0,8% | -323 -1,4% | -141 -0,6% | -1,1% | |
| <i>Moyennes et grandes exploitations</i> | 20 467 | 20 323 | -253 -1,2% | -160 -0,8% | -144 -0,7% | -0,9% | |
| <i>Exploitations en Gaec ou en société</i> | 10 530 | 10 652 | 136 +1,3% | 144 +1,4% | 122 +1,2% | +1,3% | |
| <i>Expl. employant des sal. permanents</i> | 5 709 | 5 757 | 174 +3,3% | 404 +7,5% | 48 +0,8% | +3,9% | |

| R28 - Normandie | | | | | | | BAEA |
|--|---------------|---------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|------|
| Indicateurs MSA au périmètre du RA | 2013 | 2014 | 2012/2011 valeur % | 2013/2012 valeur % | 2014/2013 valeur % | 2015 est.% | |
| Nombre d'exploitations | 28 279 | 27 604 | -454 -2,2% | -638 -2,2% | -675 -2,4% | -2,3% | |
| <i>Moyennes et grandes exploitations</i> | 19 756 | 19 372 | -267 -1,3% | -298 -1,5% | -384 -1,9% | -1,6% | |
| <i>Exploitations en Gaec ou en société</i> | 9 949 | 10 008 | 157 +1,6% | 165 +1,7% | 59 +0,6% | +1,3% | |
| <i>Expl. employant des sal. permanents</i> | 4 847 | 4 883 | 196 +4,3% | 228 +4,8% | 36 +0,7% | +3,3% | |

| R52 - Pays de la Loire | | | | | | | BAEA |
|--|---------------|---------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|------|
| Indicateurs MSA au périmètre du RA | 2013 | 2014 | 2012/2011 valeur % | 2013/2012 valeur % | 2014/2013 valeur % | 2015 est.% | |
| Nombre d'exploitations | 29 445 | 28 795 | -464 -1,5% | -695 -2,3% | -650 -2,2% | -2,0% | |
| <i>Moyennes et grandes exploitations</i> | 24 891 | 24 378 | -378 -1,5% | -487 -1,9% | -513 -2,1% | -1,8% | |
| <i>Exploitations en Gaec ou en société</i> | 14 789 | 14 777 | 119 +0,8% | 61 +0,4% | -12 -0,1% | +0,4% | |
| <i>Expl. employant des sal. permanents</i> | 4 962 | 5 040 | 243 +5,3% | 187 +3,9% | 78 +1,6% | +3,6% | |

| R93 - Paca | | | | | | | BAEA |
|--|---------------|---------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|------|
| Indicateurs MSA au périmètre du RA | 2013 | 2014 | 2012/2011 valeur % | 2013/2012 valeur % | 2014/2013 valeur % | 2015 est.% | |
| Nombre d'exploitations | 19 592 | 19 430 | -62 -0,3% | -236 -1,2% | -162 -0,8% | -0,5% | |
| <i>Moyennes et grandes exploitations</i> | 13 852 | 13 661 | -214 -1,5% | -218 -1,5% | -191 -1,4% | -1,5% | |
| <i>Exploitations en Gaec ou en société</i> | 4 502 | 4 552 | 48 +1,1% | 64 +1,4% | 50 +1,1% | +1,2% | |
| <i>Expl. employant des sal. permanents</i> | 3 486 | 3 379 | 9 +0,3% | 26 +0,7% | -107 -3,1% | -0,7% | |

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole



Les salariés agricoles des groupements d'employeurs (GE) - données MSA au périmètre du RA

| Salariés des groupements d'employeurs en ETP | Total | | 2014/2013 | | dont les salariés permanents | | | | dont les salariés non-permanents | | | | 2014/2010 en moyenne annuelle | | | | | |
|--|---------------|---------------|---------------|--------------|------------------------------|---------------|-------------|--------------|----------------------------------|--------------|---------------|---------------|-------------------------------|--------------|---------------------|--------------|-------------------------|---------------|
| | 2 013 | 2 014 | valeur | % | 2 013 | 2 014 | valeur | % | 2 013 | 2 014 | valeur | % | Total | % | Salariés permanents | % | Salariés non-permanents | % |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | 20 114 | 21 522 | +1 408 | +7,0% | 12 634 | 12 991 | +357 | +2,8% | 7 480 | 8 531 | +1 051 | +14,1% | 7 480 | +7,1% | 7 480 | +4,7% | 7 480 | +11,3% |
| 44 Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine | 1 043 | 1 084 | +41 | +3,9% | 684 | 726 | 42 | +6,1% | 359 | 358 | -1 | -0,3% | 359 | +5,0% | 358 | +4,8% | 358 | +5,5% |
| 75 Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes | 4 160 | 4 390 | +231 | +5,6% | 2 501 | 2 496 | -5 | -0,2% | 1 659 | 1 895 | +236 | +14,2% | 1 659 | +6,0% | 1 895 | +2,7% | 1 895 | +11,4% |
| 84 Auvergne-Rhône-Alpes | 1 198 | 1 312 | +114 | +9,5% | 753 | 771 | 18 | +2,4% | 445 | 541 | +96 | +21,7% | 445 | +7,5% | 541 | +7,0% | 541 | +8,7% |
| 27 Bourgogne-Franche-Comté | 638 | 725 | +86 | +13,5% | 492 | 556 | 63 | +12,9% | 146 | 169 | +23 | +15,7% | 146 | +8,0% | 169 | +8,6% | 169 | +6,4% |
| 53 Bretagne | 2 353 | 2 511 | +158 | +6,7% | 1 380 | 1 404 | 24 | +1,7% | 973 | 1 107 | +134 | +13,8% | 973 | +7,4% | 1 107 | +3,2% | 1 107 | +14,4% |
| 24 Centre-Val de Loire | 1 316 | 1 429 | +113 | +8,6% | 934 | 968 | 34 | +3,7% | 382 | 461 | +79 | +20,7% | 382 | +10,8% | 461 | +10,9% | 461 | +10,9% |
| 94 Corse | 33 | 52 | +19 | +58,3% | 28 | 28 | 0 | +0,5% | 5 | 24 | +19 | ns | 5 | +11,2% | 24 | -2,5% | 24 | ns |
| 11 Île-de-France | 334 | 351 | +17 | +5,2% | 287 | 305 | 18 | +6,2% | 47 | 46 | -1 | -1,2% | 47 | +1,8% | 46 | +1,0% | 46 | +8,8% |
| 76 Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées | 3 128 | 3 477 | +349 | +11,2% | 1 578 | 1 656 | 78 | +5,0% | 1 551 | 1 821 | +271 | +17,5% | 1 551 | +8,5% | 1 821 | +4,4% | 1 821 | +13,2% |
| 32 Nord-Pas-de-Calais-Picardie | 1 180 | 1 231 | +52 | +4,4% | 860 | 895 | 35 | +4,1% | 320 | 336 | +16 | +5,1% | 320 | +6,2% | 336 | +5,1% | 336 | +9,9% |
| 28 Normandie | 659 | 706 | +47 | +7,1% | 475 | 512 | 38 | +7,9% | 184 | 194 | +9 | +5,1% | 184 | +6,8% | 194 | +7,0% | 194 | +6,4% |
| 52 Pays de la Loire | 2 506 | 2 604 | +97 | +3,9% | 1 719 | 1 747 | 28 | +1,6% | 787 | 857 | +69 | +8,8% | 787 | +4,9% | 857 | +2,8% | 857 | +10,1% |
| 93 Provence-Alpes- Côte d'Azur | 1 568 | 1 650 | +82 | +5,2% | 945 | 928 | -17 | -1,8% | 623 | 722 | +99 | +16,0% | 623 | +11,6% | 722 | +9,4% | 722 | +15,3% |

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Cf. la note de publication page 10 sur les évolutions de l'emploi salarié par région dont le dynamisme de l'emploi salarié des groupements d'employeurs est un facteur déterminant. En effet, les salariés agricoles en ETP des groupements d'employeurs ont augmenté en moyenne entre 2010 et 2014 de +7,1 % soit +4,7 % pour l'emploi permanent et +11,3% pour l'emploi non permanent.

A noter que le nombre d'ETP des groupements d'employeurs agricoles MSA au périmètre du RA ci-dessus peut être sur-évalué car les GE de la MSA sont parfois polyvalents avec une offre de main-d'œuvre dans des secteurs autres qu'agricoles comme par exemple le tourisme.



AAAns : Autres actifs non-salariés

AT : Accident du Travail (sigle MSA qui fait référence aux salariés agricoles)

ATEXA : Assurance contre les Accidents du Travail et les maladies professionnelles des Exploitants Agricoles (sigle MSA qui fait référence aux non-salariés agricoles)

BAEA : Bilan Annuel de l'Emploi Agricole

CCMSA : Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (cf. Mutualité sociale agricole)

CDD : Contrat de travail à Durée Déterminée. (cf. Contrat de travail)

CDI : Contrat de travail à Durée Indéterminée

CE : Chef d'Exploitation (cf. Actif agricole)

CEP : Centre d'Étude et de Prospective (du ministère de l'Agriculture)

Coexpl. : Coexploitant

Cuma : Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole

DGPE : Direction Générale de la Performance Economique (précédemment DGPAAT du ministère de l'Agriculture)

DRAAF : Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt

ESEA : Enquête sur la structure des exploitations agricoles

EARL : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée

ETA : Entreprise de Travaux Agricoles (cf. Travail effectué par du personnel d'entreprises de travaux agricoles ou de Cuma)

ETP : Équivalent Temps Plein

Gaec : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun

MOF : Main-d'Œuvre Familiale (cf. Actif agricole)

MSA : Mutualité Sociale Agricole

NAF2 : Nomenclature d'Activité Française

NS : Non Salarié

Otex : Orientation Technico-économique des Exploitations (cf. PBS)

PBS : Production Brute Standard

Perm. : Permanent

RA : Recensement Agricole

Sais. : Saisonniers (cf. Actif agricole)

Sal. : Salarié

Salper : Salariés permanents (cf. Actif agricole)

SAU : Surface Agricole Utile

SDC : Sous-Direction de la Compétitivité (du ministère de l'Agriculture)

SDSSR : Sous-Direction des Synthèses Statistiques et des Revenus (du ministère de l'Agriculture)

SDTPS : Sous-Direction du Travail et de la Protection Sociale (du ministère de l'Agriculture)

SIRENE : Système d'Identification du Répertoire des ENTREPRISES et des Établissements (cf. SIRET SIREN)

SMI : Surface Minimum d'Installation (cf. Affiliation à la MSA)

SMIC : Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance

SRISE : Services Régionaux de l'Information Statistique et Économique (du ministère de l'Agriculture)

SSP : Service de la Statistique et de la Prospective (du ministère de l'Agriculture)

UTA : Unité de Travail Annuel



Ministère de l'Agriculture

« *Le bilan annuel de l'emploi agricole (BAEA) – résultats 2013* »
Chiffres et données –
Série agriculture n° 231
décembre 2015

« *Enquête sur la structure des exploitations agricoles en 2013 - Les salariés contribuent à un tiers du volume de travail agricole* »
Agreste Primeur n° 327
novembre 2015

« *Recensement agricole 2010 - Premières tendances* »
Agreste Primeur n° 266
septembre 2011

« *Recensement agricole 2010 - Un million d'actifs permanents* »
Agreste primeur n° 276
janvier 2012

Les premières tendances du RA 2010 des régions

« *Population agricole, formation et recherche – Population active* »
Agreste GraphAgri 2013

« *La place du travail salarié dans la gestion des exploitations agricoles* »
Notes et études socio-économiques, SSP - n° 32
mars 2009

« *Un agriculteur sur cinq a moins de 40 ans* »
Agreste primeur n° 293
novembre 2012

« *Les femmes dans le monde agricole* »
Analyse – Centre d'étude et de prospective n° 38
mars 2012

« *Le monde agricole en tendances : un portrait social prospectif des agriculteurs.* »
Gambino M., Laisney C., Vert J., (coord.), Centre d'études et de prospective, SSP, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire, 2011.

et le site Internet du SSP :
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Mutualité sociale agricole

« *Les chiffres utiles de la MSA* »
Édition 2015

« *Population des non-salariés en 2015* »
Info presse - mars 2016

« *Les cotisants de solidarité en 2015* »
Synthèse - avril 2016

« *L'emploi salarié dans les groupements d'employeurs en 2014* »
Étude - février 2016

et le site internet de la MSA
www.msa.fr/lfr/etudes-statistiques

Insee

« *L'emploi salarié dans le secteur agricole : le poids croissant des contrats saisonniers* »
Insee Première n° 1368
septembre 2011 Sophie Villaume.

« *L'emploi salarié dans le secteur agricole en 2009* »
Document de travail n° E 2011/07
Sophie Villaume.

« *L'emploi agricole : Recensement et comparaison des sources/ Exemple : rapprochement de l'enquête structure des exploitations et du fichier MSA non-salariés.* »
Document de travail n° E 2009/08
Sophie Villaume

et le site internet de l'Insee
www.insee.fr/fr/publications-et-services

Retrouvez toute l'actualité de la statistique agricole sur le site **Agreste**.

Les résultats détaillés par région, département, produit et des séries longues sont disponibles dans l'espace « **Données en ligne** » du site **Agreste** : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Visualisation et téléchargement gratuit, réutilisation sans licence et sans versement de redevance, sous réserve de mention de la source.

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA PROSPECTIVE

3 rue Barbet de Jouy
75349 Paris 07 SP

Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Composition : SSP Toulouse
Impression : AIN - ministère de l'Agriculture
Dépôt légal : à parution
ISSN : 2259-5104
© Agreste 2016